

**Services.** L'opérateur prévoit l'implantation de 68 nouvelles antennes-relais sur l'ensemble du territoire bourguignon pour améliorer son offre de téléphonie mobile.

## SFR va investir 14 millions d'euros en trois ans

**A**vec 500 antennes-relais réparties dans les quatre départements, SFR revendique aujourd'hui une couverture de 98 % de la population bourguignonne en GSM et 42 % en UMTS (c'est-à-dire la 3G, qui permet d'accéder aux contenus multimédias). Dans le cadre du plan zones blanches en Bourgogne mis en œuvre par les pouvoirs publics et les trois opérateurs (dans lequel SFR a déjà investi 1,5 million d'euros par le passé), ce dernier va implanter d'ici à 2011 trois nouveaux sites, pour un montant de 360.000 euros, afin de couvrir des communes qui, jusqu'alors, ne l'étaient par aucun opérateur. Une investissement cependant assez faible, comparé aux 14 millions d'euros que SFR s'appête à investir, dans le même laps de temps, pour l'installation de 65 sites destinés à améliorer la couverture existante. Son objec-



ARCHIVES JDP

tif : augmenter la qualité des appels, éviter les saturations locales – une antenne-relais

ne peut prendre en charge que 60 communications en simultané – et permettre aux utili-

sateurs d'accéder à haut débit à l'internet mobile.

Toutes activités confondues, l'opérateur détenu par Vivendi et Vodafone génère près de 800 emplois directs en Bourgogne, essentiellement dans les domaines de la sous-traitance technique et du commerce, à travers ses 176 points de vente. SFR compte près de 400.000 lignes dans la région en téléphonie mobile et 93.000 clients pour les offres en téléphone fixe et ADSL.

STÉPHANE BOURDIER

### Técovoiturage, le covoiturage selon SFR

En partenariat avec Green Cove Ingénierie et l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), SFR vient de lancer le premier site internet de covoiturage étudiant accessible depuis un téléphone mobile : tecovoiturage.com. Après avoir été expérimenté sur les campus d'Île-de-France, ce service, initié par l'association Fonda-

terra, est désormais opérationnel sur les campus bourguignons, de Dijon, Auxerre, Le Creusot, Chalon-sur-Saône et Nevers. Cette solution écologique, économique et conviviale permet à SFR de contribuer à sa manière, via cette plateforme de mobilité, à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Un argument marketing comme un autre...

**Industrie.** Le groupe gazier allemand va investir 30 millions d'euros dans l'opération, un an après l'ouverture de son centre de conditionnement de Torcy.

## Westfalen lance la construction d'une nouvelle usine à gaz à Torcy

**L**a première pierre posée jeudi à Torcy est celle du plus important investissement de Westfalen hors de ses frontières allemandes. Le groupe gazier va engager 30 millions d'euros dans la construction d'une unité de production de gaz de l'air, d'une capacité annuelle de 90 millions de mètres cubes. Chaque jour, l'usine sera capable de produire 300 tonnes d'azote,

d'oxygène et d'argon. L'ouverture de ce site va générer la création de cinq emplois directs, auxquels s'ajoutent une dizaine d'emplois indi-

L'accord passé entre Westfalen et ArcelorMittal a été décisif.

rects. L'usine absorbe l'air ambiant (jusqu'à 16.500 mètres cubes par heure) pour le décomposer et recueillir les différents éléments gazeux.

L'investissement à Torcy résulte d'un accord entre Westfalen et ArcelorMittal pour l'approvisionnement d'Industeel, usine creusotine

du groupe métallurgique. Le site gazier sera relié à l'usine par un pipeline. L'investissement consenti en Bourgogne entre dans le cadre d'une stra-

tégie ambitieuse de Westfalen, qui entend multiplier par deux son chiffre d'affaires en France en dix ans. L'an dernier, Westfalen avait déjà inauguré une première unité, également située à Torcy : un centre de conditionnement de gaz industriels, qui avait nécessité 3,2 millions d'euros d'investissement et permis la création de huit emplois – une quinzaine de créations sont espérées d'ici à 2011.

P.B.

## les valeurs bourguignonnes



CAISSE D'ÉPARGNE  
DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

Passez vos ordres de Bourse grâce à DirectEureuil  
0 825 800 825 (0.15 euros / min)

Cours au 22/09/09 - Variation depuis le 31/12/05

APRR	52,52	+5,57%
Belvédère	40,20	+46,18%
Bernard-Loiseau	6,00	+9,29%
Clayeux	0,85	-69,42%
Cottin Frères	5,09	-6,09%

Duc	10,00	+124,22%
Eurogerm	11,95	+39,12%
Michel-Laroche	7,50	-5,18%
Tonnellerie François Frères	32,51	+44,30%

## Le lauréat



PAR ALEXANDRA CACCIVIO

## LPME met du lien entre public et privé

**Yannick Paris, lauréat du réseau Entreprendre, entend aider les PME à se positionner sur les marchés publics, par lesquels passe le plan de relance.**



**A**ider les PME et les grandes entreprises à accéder aux marchés publics : telle est la vocation de LPME, une toute jeune entreprise dijonnaise, dont Yannick Paris est le président. Responsable, pendant 10 ans, des achats dans les CEA de Cadarache puis de Valduc, où son entreprise a été incubée, le jeune dirigeant a décidé de passer « de l'autre côté ». Du côté des entreprises qui, aujourd'hui, sont de plus en plus nombreuses à se tourner vers les marchés publics, sans pour autant maîtriser les règles du jeu. « Neuf entreprises sur dix ne connaissent pas la différence, pourtant fondamentale, entre appel d'offres restreint et appel d'offres ouvert », cite Yannick Paris à titre d'exemple. C'est ce qui explique que nombre d'organisations professionnelles, comme les Capeb, aient recours à ses services, pour former les entreprises dans le cadre d'actions collectives. Aujourd'hui, LPME accompagne déjà des PME, partout en France, afin qu'elles passent d'une gestion souvent artisanale des appels d'offres à une gestion plus performante. Car,



pour LPME, la clé est là. « Si les grands groupes sont souvent mieux placés, c'est parce qu'ils font une veille et parce qu'ils ont formé un personnel qui ne fait que ça », souligne Yannick Paris. Qui, autre volet de son activité, intervient également auprès des

grands donneurs d'ordres publics pour les aider à structurer leurs dossiers d'achat et à trouver de nouveaux fournisseurs. Aujourd'hui, entre la procédure négociée, les Mapa (marchés à procédure adaptée), le dialogue compétitif ou encore le concours, souligne Yannick Paris, « l'acheteur public possède une liberté d'appréciation, pour choisir le mode de concurrence le plus adapté, sans commune mesure avec ce qui existait auparavant ». Aujourd'hui, lauréat du réseau Entreprendre Bourgogne, Yannick Paris entend mener ses premiers recrutements, début 2010. Il a déjà constitué un établissement secondaire, à Marseille, que pilote son associé Lucien Lagaye. D'ici trois ans, avec un chiffre d'affaires prévisionnel à 450.000 euros, il espère ouvrir un bureau à Grenoble. « Le secteur d'activité est très porteur, souligne-t-il, car la relance passe pour beaucoup par la commande publique. Pour les entreprises qui, jusqu'ici, avaient boudé ce type de marchés, cette période difficile ouvre l'opportunité de se diversifier. » En 2008, les marchés publics ont pesé pour 120 milliards d'euros.